

Lettre d'information du laboratoire MIL (EA7382) Marchés, Institutions, Libertés

Edito

Cher(e)s Collègues, Chers lecteurs,

L'année universitaire 2020/2021 s'achève avec le sentiment, partagé par la quasi-totalité des enseignants-chercheurs, d'avoir traversé une épreuve - dans sa double acception : s'être confronté à une séquence de fonctionnement unique et inédite dans la vie académique et avoir eu la capacité d'y faire face en mettant en avant nos qualités et notre implication au service de nos missions d'enseignement et de recherche.

En dépit des difficultés et des vicissitudes qui ont marqué nos enseignements et l'organisation de la vie scientifique, le laboratoire MIL a maintenu avec régularité une activité collective et cohérente de recherche.

A travers l'organisation d'un colloque en distanciel pendant deux jours sur le droit naturel, de trois conférences (respectivement relatives à la théorie générale des libertés, au concept de souveraineté économique et à l'étude comparative des travailleurs de plateformes), de plusieurs séminaires doctoraux en droit public et privé et de master class, notre équipe de recherche a consolidé sa dynamique et, malgré la distance, œuvré à la vie collective de la Faculté de droit. Tous ces événements sont présentés ci-dessous, dans cette lettre d'information qui est déjà la 6^{ème} depuis son lancement en 2019.

A compter de la rentrée prochaine, et à la faveur d'une nouvelle équipe de direction à la Faculté, le MIL renouera – nous l'espérons toutes et tous –, avec de nombreuses activités en présentiel. Dès le jeudi 9 septembre, une assemblée générale de rentrée sera organisée. Elle sera précédée le matin d'une conférence inédite sur les libertés universitaires et la liberté d'expression faisant intervenir A. Stone de l'Université de Melbourne et nos collègues O. Beaud et P. Brunet (conférence en distanciel pour des raisons pratiques). Un cycle nourri d'activités suivra, avec des conférences programmées notamment en droit des sûretés, droit économique européen, droit constitutionnel.

Dans l'attente de nous retrouver pour cette rentrée, tâchons toutes et tous de profiter d'un été reposant et ressourçant !

Stéphane de La Rosa, Bénédicte François

Manifestations récentes

26 janvier 2021

TABLE RONDE - THÉORIE GÉNÉRALE DES DROITS ET LIBERTÉS



La table-ronde autour de l'ouvrage de **Véronique Champeil-Desplats**, *Théorie générale des droits et libertés. Perspective analytique* (Dalloz, « A droit ouvert », 2020), s'est tenue sous forme de visioconférence le mardi 26 janvier 2021 à 17h30.

Organisée par **Manon Altwegg-Boussac**, Professeure de Droit Public à l'UPEC et membre du laboratoire MIL, avec le soutien de la Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ), cette table-ronde était présidée par **Danièle Lochak**, Professeure émérite à l'Université Paris-Nanterre. Elle s'est déroulée en présence de **Véronique Champeil-Desplats**, Professeure à l'Université Paris-Nanterre et auteure de l'ouvrage, et a donné lieu à l'intervention de **Denis Baranger**, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas.

Janvier-février 2021

COLLOQUE - ACTUALITÉ DU DROIT NATUREL DE LA VITALITÉ DES DOCTRINES AUX IMPENSÉS DU DROIT POSITIF

Actualité du droit naturel
De la vitalité des doctrines aux impensés du droit positif

UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL
Laboratoire *Marchés, Institutions, Libertés* (EA 7382)

Sous la direction de
Gregory BLIGH et Nicolas SILD

3 ateliers : jeudi 28 janvier, jeudi 4 & 11 février (2h30)
2 journées : vendredi 5 & 12 février 2021
Programme : pages 2 & 3

UPEC | FACULTÉ DE DROIT

Peu de juristes s'identifieraient aujourd'hui en France au "jusnaturalisme". Quelques-uns de nos grands auteurs (M. Villey ou G. Kalinowski) ont développé naguère une pensée fondée sur le droit naturel, mais dans une certaine marginalité. Non moins pertinents, leurs héritiers contemporains (A. Sériaux, F. Chénéde, M. Bastit) éprouvent un isolement doctrinal tout aussi sévère qu'injustifié. Ce faible intérêt pour le droit naturel n'est pas nouveau en France et ne date pas de l'avènement du normativisme. Il est lié, nul doute, à la spécificité de la culture juridique française qui, longuement imprégnée dans un premier temps de méthode historique, puis de légicentrisme, s'est presque exclusivement tournée vers l'étude des sources formelles du droit. Il est lié, par ailleurs, à la faible place occupée par la philosophie du droit dans les études juridiques.

Cette situation contraste singulièrement avec celle que l'on peut trouver à l'étranger où nombreux sont les juristes et théoriciens qui représentent actuellement des doctrines du droit naturel ou de l'"antipositivisme". Leurs sources d'inspiration sont diverses. Aucune ne soutient la thèse, que veut leur attribuer H. Kelsen, selon laquelle le contenu des règles du droit positif serait censée être la « reproduction » du contenu d'un ordre normatif moral dont la validité préexiste à celle du droit (General Theory of Law and State, HUP 1945, p. 416). Aussi la figure repoussoir du normativiste n'existe-telle pas – ou plus.

Certaines théories appréhendent le droit sous l'angle des finalités, que ce soit dans le cadre d'une approche néo-thomiste (J. Finnis, J. Hervada), ou d'une conception « aspirationnelle » du droit qui résiste à la réduction de l'institution à son caractère instrumental (L. Fuller, N. Simmonds). D'autres (G. Radbruch) ont cherché à clarifier la distinction entre la règle positive simplement immorale, et la loi dont l'iniquité est telle qu'elle en perd son caractère juridique. L'objectif, enfin, a été pour certains théoriciens de penser, chacun pour des raisons différentes, l'émergence du droit par-delà les sources formelles (R. Dworkin, N. Stavropoulos, R. Alexy, G. Pavlakos).

Ce programme de travail a un objectif très simple : résister à la relégation du droit naturel au champ de l'histoire des idées, et montrer que cet objet d'étude, loin d'être moribond, adopte désormais de nouveaux visages – bien souvent pour éviter de se voir attribuer une étiquette stigmatisante.

11 février 2021

CONFÉRENCE DE LA CHAIRE JEAN MONNET « INSTRUMENTS JURIDIQUES DE LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE »

LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DE L'UNION. UNE RÉORIENTATION DU PROJET EUROPÉEN ?

CYCLE DE CONFÉRENCES
DE LA CHAIRE JEAN MONNET

« INSTRUMENTS JURIDIQUES DE LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE »

La souveraineté économique de l'Union. Une réorientation du projet européen ?
Conférence en ligne
Jeudi 11 février 2021 – 16h-18h

Stéphane de La Rosa, Laure Clément-Witz, Arnaud de Nanteuil, Professeurs de droit public à l'Université Paris-Est Créteil
Présentation introductive – « Le besoin d'une compréhension juridique de la souveraineté économique de l'Union »

Stéphane Dupuis, Secrétaire général adjoint des affaires européennes (SGAE) :
« L'approche de la souveraineté économique de l'Union dans la coordination gouvernementale »

Laurence Potvin Solis, Professeure de droit public à l'Université de Caen, Chaire Jean Monnet
« L'identité de l'Union et l'apprentissage de la souveraineté économique »

Stéphane de La Rosa, Professeur de droit public à l'Université Paris-Est Créteil
« La souveraineté économique de l'Union et les enjeux de répartition de compétence »

Discussion ouverte avec les participants et les étudiants

Alexandre Maitrot de la Motte, Professeur de droit public à l'Université Paris-Est Créteil :
Propos conclusifs

Lien pour la conférence envoyé après inscription libre auprès de : recherche-droit@u-pec.fr

UPEC MIL MARCHÉS, INSTITUTIONS, LIBERTÉS
UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL

L'enregistrement de la conférence est disponible à partir du lien suivant :

https://zoom.us/rec/share/L6czt3aGVHZJ5iZr1mZG3pau1c08ZhI-fS1jFclbbw4mWHrP03Vznjx5neffhTeS.9hnTNcpICr_hPK8y?startTime=1613056312000

Dans le cadre de la chaire "Jean Monnet" intitulée "Instruments juridiques de la souveraineté économique européenne", le laboratoire MIL a lancé un cycle de conférence autour des dimensions générales et sectorielles liées à la notion même de "souveraineté économique", de plus en plus utilisée par les institutions européennes et par des acteurs publics.

Retrouvez la restitution et l'enregistrement de la première conférence intitulée "La souveraineté économique. Une nouvelle orientation du projet européen ?". avec les interventions de :

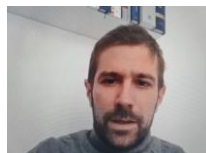
Stéphane de La Rosa, Professeur de droit à l'UPEC: La souveraineté économique: un défi de compréhension et de conceptualisation en droit de l'Union



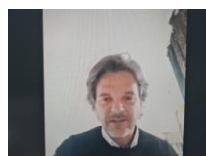
Laure Clément Witz, Professeure de droit à l'UPEC: La souveraineté économique et la défense des valeurs de l'Union



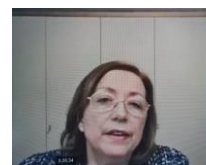
Arnaud de Nanteuil, Professeur de droit à l'UPEC: La souveraineté économique: une approche internationale



Stéphane Dupuis, Secrétaire général adjoint des affaires européennes (SGAE): L'approche de la souveraineté économique de l'Union dans la coordination gouvernementale



Laurence Potvin Solis, Professeure de droit à l'Université de Caen, Chaire Jean Monnet: L'identité de l'Union et l'apprentissage de la souveraineté économique



Stéphane de La Rosa, Professeur de droit à l'UPEC: La souveraineté économique et les enjeux de répartition de compétences

Alexandre Maitrot de la Motte, Professeur de droit à l'UPEC: Propos Conclusifs. Réhabiliter les enjeux de souveraineté en droit de l'Union européenne



5 mars 2021

CONFÉRENCE DE LANCEMENT DU PROJET CEPASSOC ET DE SON CYCLE DE WEBINAIRES SUR LA PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS DE PLATEFORMES



CEPASSOC
ANR
UPEC MIL

Le statut des plateformes collaboratives et des agents économiques
C Collaborative Economy
E Economy
P Plateform
F Platform
A Agents
S Status in the light of the law
S Social
C Citizenship

Recherch projet un platform workers' social protection

Conférence de lancement du projet CEPASSOC et de son cycle de webinaires sur la protection sociale des travailleurs de plateformes

Conférence en ligne
Vendredi 5 Mars 2021, 9h30-11h00

- **Stephane de la Rosa**, Professeur de Droit public à l'Université Paris-Est Créteil, *Propos introductifs*
- **Claire Marzo**, MCF de Droit public à l'Université Paris-Est Créteil, *Présentation du projet CEPASSOC et de la série de webinaires*
- **Barbara Palli**, MCF de Droit privé à l'Université de Lorraine, *Présentation des conclusions de la Conférence sur l'avenir du droit du travail*
- **Isabelle Daugareilh**, Directeur de recherche au CNRS – HDR, Comptarac, Bordeaux, *Présentation des conclusions préliminaires du projet NUTRA sur la sécurité sociale des travailleurs de plateformes*
- **Donna Kesselman**, Professeur de civilisation américaine à l'Université Paris-Est Créteil, *Présentation des conclusions du projet ZOGRIIS sur les « Nouvelles inégalités dans et par l'emploi : transformations des normes d'emploi et zones grises, dans les Amériques et en France » et application aux travailleurs de plateformes*
- **Sophie-Robin-Olivier**, Professeur de Droit privé à l'Université de la Sorbonne, *Rappel des conclusions du projet pour la Commission européenne sur les travailleurs de plateformes (Study to gather evidence on the working conditions of platform workers)*

• Discussion

Lien pour la Conférence envoyé après inscription libre auprès de : claire.marzo@upec.fr

Projet N° ANR-20-CE26-001-01

La conférence de lancement du projet CEPASSOC s'est déroulée en ligne le 5 mars 2021. Ce projet ANR JCJC, coordonné par Madame Claire Marzo, Maître de conférences en droit public et membre du Laboratoire MIL, se donne pour objectif de proposer une étude interdisciplinaire et comparative du statut des travailleurs de plateforme. Il s'agit notamment de s'interroger quant à l'intérêt de la citoyenneté sociale pour permettre une reconceptualisation des droits et obligations de l'agent, professionnel ou non, en dé/connection de son travail, dans un marché globalisé en mutation.

<https://mil.upec.fr/conferences-tables-rondes/conference-de-lancement-du-projet-cepassoc-et-de-son-cycle-de-webinaires-sur-la-protection-sociale-des-travailleurs-de-plateformes>

Juin 2021

SÉMINAIRE « DROITS ET LIBERTÉS »

Les deux séances du séminaire de recherche « Droits et libertés » du Laboratoire MIL organisées en 2021 sous la direction scientifique de Gregory Bligh, Maître de conférences en droit public et membre du Laboratoire, se sont déroulées les mardis 15 et 22 juin.

15 juin 2021

Réhabiliter la légitimité. Autour de deux ouvrages récents de théorie constitutionnelle

Cette séance a donné lieu à l'intervention de **Pierre-Marie Raynal**, *Prendre la légitimité au sérieux : une démarche de droit politique* & **Benjamin Lecoq-Pujade**, *Renouer avec la notion d'autorité : aux racines historiques du pouvoir représentatif*



22 juin 2021

Droit, race, genre. Deux formes de critiques sociales contemporaines du droit

Cette séance a donné lieu à l'intervention de **Lionel Zévounou** : *Raisonnement à partir d'un concept de "race" en droit français* [lien cliquable] & **Benjamin Moron-Puech** : *Analyser le droit au prisme du genre* [lien cliquable]

Vie du laboratoire & activités doctorales

Janvier 2021

AUDITION DES PROFESSEURS BÉNÉDICTE FRANÇOIS ET STÉPHANE DE LA ROSA PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE



Mme Bénédicte François a été auditionnée dans le cadre de la mission d'information sur l'égalité économique et professionnelle. L'audition a été conduite le 20 janvier 2021 par la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale.

M. Stéphane de La Rosa a été auditionné par la mission de la Conférence des Présidents, "Bâtir et promouvoir une souveraineté numérique nationale et européenne". le 28 janvier 2021. L'accès à l'audition est disponible en ligne, ainsi que le compte rendu

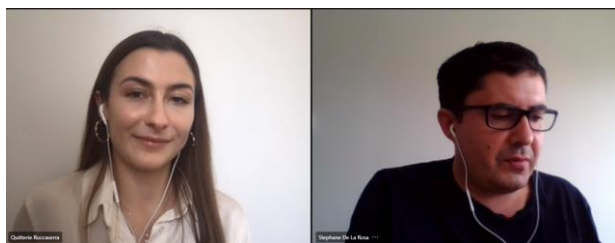
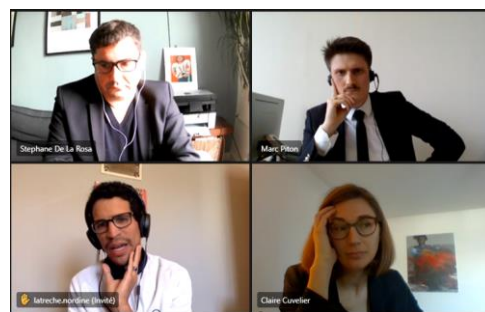
<https://mil.u-pec.fr/deux-professeurs-de-droit-du-laboratoire-mil-auditionnes-par-lassemblee-nationale>

Avril 2021

SÉMINAIRES DOCTORAUX DU LABORATOIRE

La première séance des séminaires doctoraux organisés par le laboratoire MIL pour l'année universitaire 2020-2021 s'est déroulée le mardi 6 avril 2021 sous forme de visioconférence. Cette première séance était animée par **Claire Cuvelier**. Elle était consacrée à l'intervention de **Marc Piton**, doctorant en droit public sous la direction du Professeur **Pierre de Montalivet**, sur le thème :

« *Réflexions préliminaires à propos de l'influence du droit européen et international sur l'autorité du pouvoir constituant* ».



La deuxième séance des séminaires doctoraux s'est déroulée le mardi 20 avril 2021 sous forme de visioconférence. Cette séance était animée par le Professeur **Stéphane de La Rosa**, et consacrée à l'intervention de **Quiterie Roccaserra**, doctorante en droit public sous la direction du Professeur **Anastasia Iliopoulou-Penot**, sur le thème :

« *Les attributs de la citoyenneté de l'Union* ».

La troisième séance des séminaires doctoraux s'est déroulée le mercredi 21 avril 2021 sous forme de visioconférence. Cette séance était animée par **Gregory Bligh**, et consacrée à l'intervention de **Nordine Latreche**, doctorant en droit public sous la direction de **Beligh Nabli**, sur le thème :

« *La théorie de l'Etat arabe : de quoi la « dawla » est-elle le nom ?* »



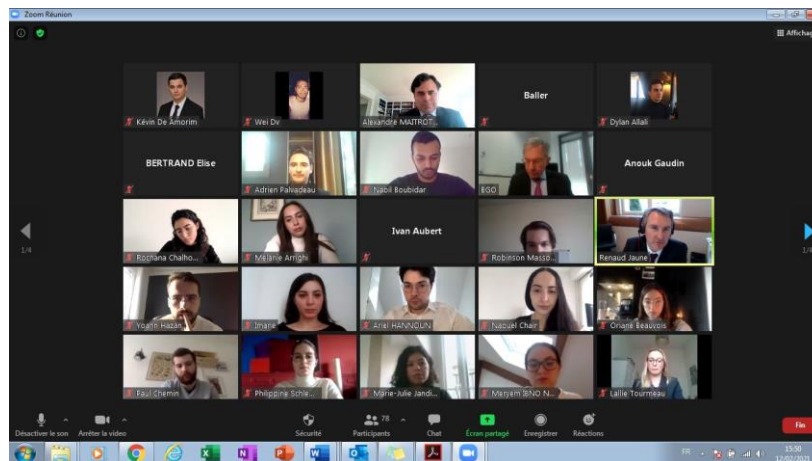


La dernière séance des séminaires doctoraux s'est déroulée le lundi 28 juin 2021 sous forme de visioconférence. Cette séance était consacrée à l'intervention de **Benjamin Jeudi**, doctorant en droit privé sous la direction du Professeur **Bénédicte François**, sur le thème :

« *Premier bilan des aides octroyées aux entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid 19* »

Janvier-avril 2021

MASTER CLASS DU MASTER DE DROIT FISCAL EN PARTENARIAT AVEC LE LABORATOIRE MIL



29 Janvier 2021 : Présentation de la loi de finances pour 2021, avec M. **Laurent Saint-Martin**, député du Val-de-Marne, Rapporteur général du budget

12 février 2021 : La décision *Conversant*, avec Me **Bruno Gouthière** (Cabinet Francis Lefebvre) et Me Renaud Jaune (Cabinet Baker & McKenzie)

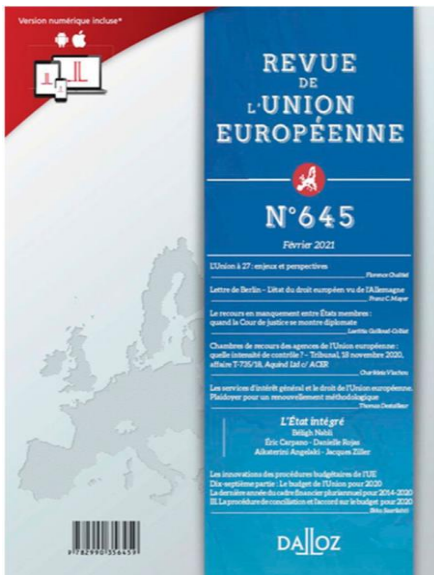
19 février 2021 : L'avenir de l'Europe fiscale – 1^e partie (le paquet fiscal de la Commission européenne), avec M. **Patrice Pillet**, Mme **Astrid Van Mierlo** et M. **Maxime Monléon** (Commission européenne – DG Taxud)

5 mars 2021 : L'avenir de l'Europe fiscale – 2^e partie (les aspects fiscaux du plan « Next Generation EU »), avec Mme **Alice Fournier**, Mme **Marie Hemery** et M. **Fabrice Pezet**

12 mars 2021 : La décision *GKN Driveline*, avec Me **Alexis Bussac** (Cabinet Francis Lefebvre), Me **David Barreau** (Cabinet Francis Lefebvre) et Me **Sandrine Rudeaux** (Cabinet TAJ)

9 avril 2021 : La décision *Jaffe*, avec Me **Gilbert Ladreyt** (Cabinet De Gaulle & Fleurance) : 9 avril 2021

Publications



SUR UN NOUVEAU TYPE D'ÉTAT : L'ÉTAT INTÉGRÉ

Monsieur **Bélig Nabli**, Maître de conférences HDR et membre du laboratoire MIL, a dirigé un dossier consacré à "l'État intégré", publié dans la Revue de l'Union européenne (n°645 – février 2021).

Les Etats membres de l'Union européenne forment un type particulier d'État : "l'État intégré". Une catégorie étatique qui tend à enrichir à la fois la théorie générale de l'État et la théorie de l'intégration européenne.

Ce dossier s'inscrit ainsi dans le cadre du travail de systématisation et d'identification de "l'État intégré" entrepris par **Bélig Nabli**, et comprend les contributions stimulantes d'**Eric Carpano**, **Jacques Ziller**, **Katia Angelaki** et **Danielle Rojas**.



ACTES DU COLLOQUE

"CHANGER DE CULTURE NORMATIVE. AMÉLIORER LA QUALITÉ DU DROIT PAR LA GÉNÉRALISATION DES BONNES PRATIQUES"

Les actes du colloque "Changer de culture normative. Améliorer la qualité du droit par la généralisation des bonnes pratiques", organisé le 26 novembre 2020 sous la direction scientifique de **Pierre de Montalivet** et avec le soutien du laboratoire MIL, ont été publiés au sein d'un supplément à La Semaine Juridique Édition Générale.

Ces actes sont accessibles en ligne à l'adresse suivante : web.lexisnexis.fr/fb/Supplement_JCPG_01.2021

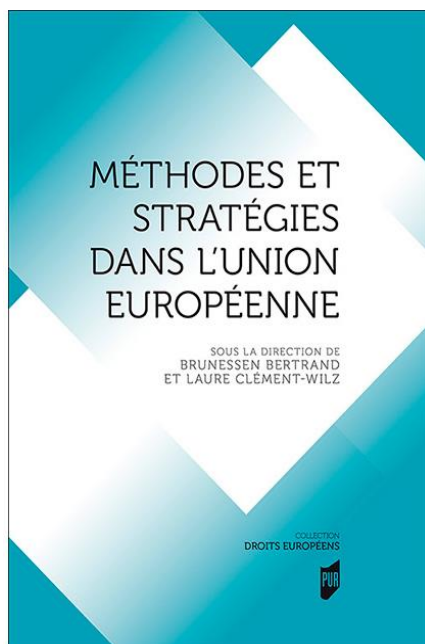
Colloque visionnable en replay à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=KdPspr8Q4tM



L'AVENIR DE L'EUROPE FISCALE

Monsieur **Alexandre Maitrot de la Motte**, Professeur de droit public et membre du Laboratoire MIL, a dirigé un dossier consacré à "l'avenir de l'Europe fiscale", publié dans la Revue de Droit Fiscal (n°6 – 11 février 2021).

Ce dossier comprend les contributions de **Patrice Pillet, Astrid Van Mierlo, Benjamin Angel, Maxime Monléon, Marie Hemery, Alice Fournier et Fabrice Pezet**.



MÉTHODES ET STRATÉGIES DANS L'UNION EUROPÉENNE

Un ouvrage co-dirigé par Laure Clément-Wilz, professeure de droit public à l'UPEC, membre du laboratoire MIL.

La dialectique entre méthodes de l'Union et stratégies dans l'Union offre un nouveau prisme d'analyse du fonctionnement de l'Union européenne, un prisme réaliste qui mêle enjeux juridiques et questions d'opportunité politique. Là où la méthode fonctionnaliste avait précisément cherché à dépolitiser les enjeux européens pour faire progresser la construction européenne, l'analyse des stratégies et des méthodes cherche, à l'inverse, à repolitiser l'analyse du rapport de force institutionnel dans l'Union.

Dans une certaine mesure, ce choix scientifique affine et oriente l'angle d'approche centré sur les méthodes puisque la stratégie se définit comme la mobilisation de la règle de droit au service d'un objectif préconçu. Autrement dit, l'étude des stratégies est marquée par la méthode empirique et invite à donner une place particulière au cas, à la situation. L'analyse du droit par des "situations" cherche à faire du cas théorique ou du cas pratique le point de départ de la problématisation du droit.

Appliquée au droit de l'Union européenne, elle permet aussi de relier davantage le droit institutionnel et le droit matériel, souvent enseignés en deux temps dans nos universités, au détriment parfois d'une appréhension de la matière dans son unité et sa cohérence.

A PROPOS DES AUTEURS

Laure Clément-Wilz est professeure de droit public à l'UPEC, membre du laboratoire MIL.

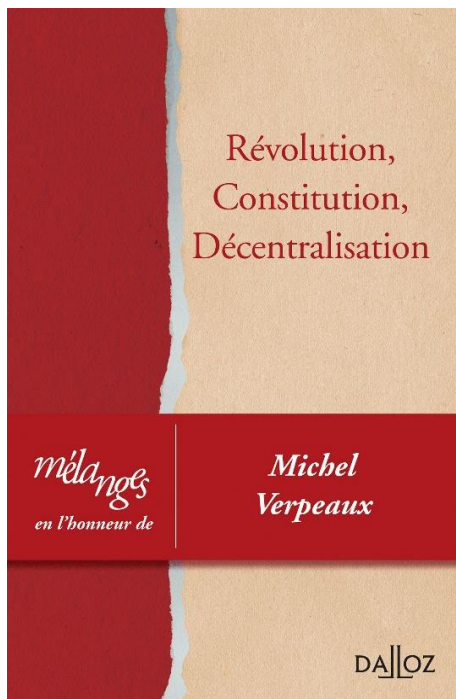
Brunessen Bertrand est professeure de droit public à l'université Rennes 1.

RÉFÉRENCES DE L'OUVRAGE

Éditeur : PU Rennes

ISBN : 978-2-7535-8153-1

Date de publication : 4 mars 2021



REVOLUTION, CONSTITUTION, DECENTRALISATION MELANGES EN L'HONNEUR DE MICHEL VERPEAUX

**Un ouvrage co-dirigé par Pierre de Montalivet,
Professeur de droit public à l'UPEC et membre du
laboratoire MIL**

Ce triptyque éclaire et rythme la carrière juridique intense de **Michel Verpeaux** : « révolution » qui ne l'a jamais vraiment quittée, depuis sa thèse aux ouvrages, articles et directions de thèses qui l'y ramènent souvent ; « constitution » dans toutes ses facettes avec une affection particulière pour l'histoire constitutionnelle, le droit constitutionnel, le contentieux constitutionnel dans sa dimension à la fois institutionnelle, procédurale et substantielle ; « décentralisation » dont il est aujourd'hui l'un des grands spécialistes, qu'il s'agisse de l'histoire de la décentralisation, du droit des collectivités territoriales ou encore de l'outre-mer...

À ces axes de recherche, qui forgent l'identité scientifique et la réputation de **Michel Verpeaux**, s'ajoutent des incursions régulières dans des champs plus inédits et sur lesquels il a souvent été précurseur : les lois organiques, le statut constitutionnel du Parquet, la réforme du travail législatif, le statut des langues régionales ou minoritaires...

Directeur de centres et d'instituts (IPAG, CRDC...), d'associations (secrétaire général de l'AFDC ; président de l'AFDCL), membre du comité Balladur de réforme des collectivités territoriales, membre de plusieurs jurys d'agrégation, **Michel Verpeaux** s'est investi pleinement dans la vie universitaire dans tous ses aspects.

Sa curiosité, son ouverture d'esprit, son goût de la transmission expliquent qu'ait surgi autour de lui, non pas une école, mais un cercle large et fidèle d'étudiants, de doctorants, de docteurs et d'amis, de Dijon à Paris 1 en passant par Paris II.

Derrière la richesse de ses travaux, derrière la densité de sa carrière se cache un homme discret, insatiable, exigeant avec lui-même auquel ses collègues, amis français et étrangers, doctorants entendent rendre hommage et lui témoigner estime et affection.

RÉFÉRENCES DE L'OUVRAGE

Editeur : Dalloz

ISBN : 978-2-247-19730-9

Date de publication : 04/11/2020



LEXIS PRATIQUE FISCAL 6^E EDITION

Un ouvrage co-dirigé par Alexandre Maitrot de la Motte, Professeur de droit public et membre du laboratoire MIL

RÉFÉRENCES DE L'OUVRAGE

Editeur : LexisNexis
ISBN : 978-2-7110-3564-9
Date de publication : 15/04/2021



DROIT DE L'UNION EUROPEENNE DE LA BIOETHIQUE (A PARAITRE)

Un ouvrage co-signé par Bélig Nabili, Maître de conférences HDR et membre du laboratoire MIL, et Maria Fartunova, Maître de conférences associée au laboratoire MIL

RÉFÉRENCES DE L'OUVRAGE

Editeur : Bruylant
ISBN : 978-2-8027-6438-0
Date de publication : 07/07/2021

Agenda prévisionnel - Rentrée 2021

9 septembre 2021 (matin) : présentation et discussion de l'ouvrage d'Adrienne Stone, professeure à Melbourne, directrice d'ICONS, sur les libertés académiques (précisions à venir) en anglais

9 septembre 2021 (après-midi) : Assemblée générale de rentrée du laboratoire MIL

Mercredi 15 septembre 2021: présentation de deux thèses récentes :

- Pierre Auriel : *L'équivalence des protections des droits fondamentaux*
- Afroditi Marketou : *Les sens locaux de la proportionnalité : une étude comparée des discours juridiques français, anglais et grecs*

Lundi 20 septembre 2021 : conférence du Professeur Stéphane Piedelièvre sur la réforme du droit des sûretés

Mercredi 22 septembre : **journée d'étude de la SFDI** – La guerre économique, sous la direction du Professeur Arnaud de Nanteuil

Mercredi 13 octobre 2021 : présentation de la thèse d'Anthony Sfez: La question catalane ou le problème de la souveraineté en Espagne

Mardi 26 octobre 2021 : "Enfants ou mineur ?" Pour une justice des liens - Justice des mineurs: entre danger, protection et éducatif, sous la direction scientifique d'Eric Mathias

Octobre/novembre 2021 : conférences de la chaire Jean Monnet sur la souveraineté économique

Vendredi 10 décembre 2021 : rencontre du réseau « **Contrats publics en Europe et Mondialisation** » - conférence de restitution du projet international « Principes des contrats publics en Europe », sous la direction scientifique du Professeur Stéphane de La Rosa

Mardi 18 janvier 2022: colloque à l'occasion de la présidence française de l'Union, « La France, un Etat intégré », sous la direction scientifique de Bélih Nabi

Printemps 2022 : colloque sur la Finance durable avec le Réseau transatlantique de droit bancaire et financier

Sélection d'articles et de contributions individuelles

Angelaki, Aikaterini - « Les vertus de la coopération renforcée », in C. Chevallier-Govers et A. Weyembergh (dir.), *La création du parquet européen. Simple évolution ou révolution au sein de l'espace judiciaire européen ?*, Bruylant, Bruxelles, 2021, p.43-74

Bligh, Gregory - « Du réalisme juridique à l'intersectionnalité. Une affaire de juristes », *Revue des droits de l'Homme*, n°19, 2021, <<https://doi.org/10.4000/revdh.11549>>

Clément-Wilz, Laure - « La Cour de justice de l'Union européenne et les aides publiques locales », in O. Renaudie (dir.), *Les aides économiques locales : de quel droit ?*, L'Harmattan, 2020, p.129-142

Cuzacq, Nicolas - « Respect des engagements éthiques des entreprises, vers un humanisme consumériste ? », in *Mélanges en l'honneur du Doyen D. Guével, une approche renouvelée des humanités*, LGDJ, 2021

De La Rosa, Stéphane - « L'ouverture de la concurrence dans le transport ferroviaire de voyageurs en France ou la vitesse de l'omnibus », *JCP Administrations et Collectivités*, n°50, déc. 2020, p.2326

De la Rosa, Stéphane - « Le comité d'examen de la réglementation au sein de la Commission européenne. Un exemple généralisable d'entité dédiée au contrôle de la qualité du droit ? », *JCP G*, 18 janvier 2021, *dossier spécial « Changer de culture normative » en partenariat avec le Conseil national d'évaluation des normes*, pp.68-76.

De La Rosa, Stéphane - « L'encadrement européen de la commande publique face aux défis de la crise sanitaire », in E. Dubout, F. Picod (dir.), *Coronavirus et Droit de l'Union européenne*, Bruylant, coll. Droit de l'Union, 2021, p.379-399

De La Rosa, Stéphane - « La centralité de la redevance dans l'effectivité de l'ouverture à la concurrence ferroviaire », *Energie - Environnement - Infrastructures*, mai 2021, n°5, p.20

De La Rosa, Stéphane - « The Covid-19 crisis : the EU Public Procurement Legal Framework at a crossroads », in D. Utrilla, A. Shabbir, *EU Law in Times of Pandemic. The EU's Legal Response to Covid-19*, EU Law Live Press, Madrid, 2021, pp.335-346

De Montalivet, Pierre - « Sur les origines grecques du contrôle de constitutionnalité des lois », in *Spicilegium Juris Politici. Mélanges offerts au Professeur Philippe Lauvaux*, Paris, Editions Panthéon-Assas, 2021, p.749-759

De Montalivet, Pierre - « Conclusion. Améliorer la qualité du droit en changeant les pratiques et les représentations », in Pierre de Montalivet (dir.), *Changer de culture normative. Améliorer la qualité du droit par la généralisation des bonnes pratiques*, actes du colloque en ligne du 26 novembre 2020 organisé par le Conseil national d'évaluation des normes et LexisNexis, *La Semaine Juridique Edition Générale (JCP G)*, 18 janvier 2021, p.80-85 ; traduit en anglais par Robert Fletcher dans le même n°, p.86-90 et en allemand par Alexander Konzelmann dans le même n°, p.91-96

De Montalivet, Pierre - « Law And Marketing : A New Approach to Legal Rules », in Vivian Grosswald Curran (dir.), *Porosités du droit. Law's porosities*, intervention à la conférence organisée par la section nord-américaine de la Société de législation comparée à l'American University Washington College of Law (États-Unis), le 26 octobre 2017, Paris, Société de législation comparée, coll. « Colloques », 2020, p. 107-124 (traduction d'un texte français par Cadenza Academic Translations, revue et légèrement corrigée par l'auteur et l'éditeur)

De Montalivet, Pierre - « Contribution à l'élaboration d'une taxinomie juridique. Les catégories de normes, entre genres et espèces », in *Mélanges en l'honneur de Michel Verpeaux. Révolution, Constitution, Décentralisation*, Dalloz, Paris, 2020, p.415-424

François, Bénédicte - « The Principle ou Equal Treatment in French Company Law (Le principe d'égalité en droit français des sociétés) », in Peter Jung (dir.), *Der Gleichbehandlungsgrundsatz im Gesellschaftsrecht*, éditions Mohr Siebeck, 2021, p.33-51

François, Bénédicte - « Introduction de quotas légaux dans les instances dirigeantes : premier aperçu de la future proposition de loi « Rixain » », *Rev. sociétés*, 2021, p.278

Maitrot de la Motte, Alexandre - « La concurrence fiscale et sa régulation dans l'Union européenne », *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, n° 2021/2, pp. 218-225

Maitrot de la Motte, Alexandre - « Compatibilité des taxes progressives sur le chiffre d'affaires avec le droit européen des aides d'Etat », *Revue de Droit Fiscal*, 2021, n° 12, étude 169, pp. 2-6

Maitrot de la Motte, Alexandre - « La redevance numérique du plan « Next Generation EU » : le premier impôt européen se matérialise », *Revue de Droit Fiscal*, 2021, n° 6, étude 141, pp. 37-43

Maitrot de la Motte, Alexandre - « L'invention de l'établissement stable » (avec Me Renaud Jaune), *Revue de Droit Fiscal*, 2021, n° 4, étude 116, pp. 25-38

Maitrot de la Motte, Alexandre - « Faire face à la crise de la Covid 19 : quelles nouvelles ressources propres européennes ? », *Revue des Affaires Européennes – Law and European Affairs*, 2020, n° 4, pp. 823-837

Maitrot de la Motte, Alexandre - « La liberté européenne de circulation des capitaux et l'assujettissement aux prélèvements sociaux des revenus passifs des ressortissants des « pays tiers » non affiliés à la sécurité sociale française : *Errare humanum est, perseverare diabolicum* », *Revue de Droit Fiscal*, 2021, n° 15-16, comm. 219, pp. 49-57 (note sous CE, 8^e et 3^e ch., 31 mars 2021, n° 436412, *Mme Jaffe*)

Maitrot de la Motte, Alexandre - « Note sous CE, 14 octobre 2020, n° 421524, *Sté AVM International Holding* », *Fiscalité Internationale*, 2021, n° 1, pp. 118-120

Maitrot de la Motte, Alexandre - « Note sous CJUE (6^e ch), 8 octobre 2020, aff. C-558/19, *Impresa Pizzarotti (Avantage anormal consenti à une société non-résidente)* », *Fiscalité Internationale*, 2021, n° 1, pp. 114-115

Maitrot de la Motte, Alexandre - « Les propositions de la Commission européenne pour la fiscalité des entreprises au XXI^e siècle », *Revue de Droit Fiscal*, 2021, n°21, act.298, pp. 2-6

Marguet, Laurie - « Réflexions sur les moyens soulevés d'office par le Conseil constitutionnel », Dossier sur l'analyse de 10 ans de QPC, *Revue des droits de l'homme*, (à paraître)

Marguet, Laurie - « Réflexions sur le triple test réalisé par le Conseil constitutionnel », Dossier sur l'analyse de 10 ans de QPC, *Revue des droits de l'homme*, (à paraître)

Marguet, Laurie - « La catégorie des droits et libertés garantis par la Constitution », Dossier sur l'analyse de 10 ans de QPC, *Revue des droits de l'homme* (à paraître)

Marguet, Laurie - « La décision d'irrecevabilité de la CEDH du 11 février 2020 sur la clause de conscience en matière d'IVG », *Droit et genre*, Chronique (2019-2020), *Recueil Dalloz*, 2021

Marguet, Laurie - « Bioéthique », Chronique avec Stéphanie Hennette-Vauchez, *Cahiers Droit, Sciences & Technologies*, 12/2020 (à paraître)

Marguet, Laurie - « La construction juridique de la bonne parenté en droit français et allemand de la procréation » in *Revue internationale Enfances Familles Générations*, dossier « Droits et devoirs procréatifs : des normes aux pratiques » (à paraître)

Marguet, Laurie - « La procréation des personnes trans en France et en Allemagne : la production juridique de normes de genre », *Actes du colloque « Les techniques de procréation »*, Université de Cergy Pontoise, Lextenso, (à paraître)

Marguet, Laurie - « La fronde LREM à propos de la proposition visant à renforcer le droit à l'avortement », *Blog Juspoliticum*, février 2021

Nabli, Bélig - « Droit et "exemplarité" des membres des institutions de l'Union », *Revue trimestrielle de droit européen*, n°1, janvier-mars 2021, p.33-57.

Sponchiado, Lucie - « La rémunération et les avantages matériels des membres du pouvoir exécutif français », note pour l'Observatoire de l'Éthique publique, mars 2021, 54 p.

Sponchiado, Lucie - « La déontologie entourant les nominations présidentielles et ministérielles en cabinet », in M. Caron et J.-F. Kerléo (dir.), *La déontologie gouvernementale*, Institut Varenne (12 p., à paraître)

Sponchiado, Lucie - « Un long chemin vers l'exemplarité. A propos des bulletins de salaire du Président de la République », *Observatoire de l'éthique publique*, mai 2021